

Collège de Genève

Economie 4ème

Histoire de la pensée économique

John Maynard Keynes

Thomas Fischer
Cours 4EC OS
16 avril 2012

John Maynard KEYNES*JM Keynes***(1883 – 1946)****Biographie :**

- 1883 Naissance le 5 juin à Cambridge, Angleterre
- 1915 Est nommé au Trésor Britannique
- 1919 Représentant à la Conférence de la Paix de Paris, conférence qu'il quitte pour protester contre les conditions draconiennes fixées à l'Allemagne, qu'il juge inacceptables.
- 1919 Retour à Cambridge pour enseigner
- 1925 Epouse la ballerine Lydia Lopokova.
- 1944 Délégué à la Conférence de Bretton Woods
- 1946 Meurt le 21 avril, à Fittlehampton, Angleterre

L'œuvre écrite :

- 1913 - La Monnaie et les finances de l'Inde
- 1919 - Les Conséquences économiques de la paix
- 1921 - Traité des probabilités
- 1923 - Essai sur la réforme monétaire
- 1925 - Les Conséquences économiques de M. Churchill
- 1930 - Traité sur la monnaie
- 1936 - Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie

Présentation de la pensée :**Le contexte :**

Dans les années 20 et 30, le capitalisme est en crise, amenant chômage, récession et misère. Aucune pensée issue des concepts classiques de l'économie ne peut aider l'Europe à sortir de cette impasse.

Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie - les idées maîtresses :

A l'occasion de la crise de 1929, John Maynard Keynes a formulé une critique cohérente de la théorie classique et prôné une certaine intervention de l'Etat. Pour Keynes, le plein-emploi de la population active n'est assuré que dans des conditions très particulières d'équilibre entre la consommation et l'investissement. Il ne croit pas que les marchés puissent assurer durablement cet équilibre qui les dépasse.

" En ce qui concerne la propension à consommer, l'Etat sera conduit à exercer sur elle une action directrice par sa politique fiscale, par la détermination du taux de l'intérêt, et peut-être aussi par d'autres moyens. Quant au flux d'investissement, il est peu probable que l'influence de la politique bancaire sur le taux d'intérêt suffise à l'amener à sa valeur optimum. Aussi pensons-nous qu'une assez large socialisation de l'investissement s'avérera le seul moyen d'assurer approximativement le plein-emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure les compromis et les formules de toutes sortes qui permettent à l'Etat de coopérer avec l'initiative privée. Mais à part cela, on ne voit aucune raison évidente qui justifie un socialisme d'Etat embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté. L'Etat n'a pas intérêt à se charger de la propriété des moyens de production (Keynes, p. 392) ".

Bien qu'elle prône l'intervention de l'Etat, la Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie reste d'inspiration libérale. Elle se démarque de la théorie marxiste de l'exploitation et de la théorie malthusienne de la sous-consommation. Son domaine d'étude est le sous-emploi ou le chômage. Son originalité réside dans les phénomènes monétaires. Son coeur est l'explication du taux de l'intérêt. Sa conclusion est la nécessité du rôle de l'Etat. Et pourtant Keynes se considère comme un libéral plutôt conservateur. L'explication de la théorie keynésienne exige donc beaucoup de doigté. Et d'ailleurs, l'insistance sur la monnaie est le prétexte à l'introduction de phénomènes psycho-sociologiques. La propension à consommer, l'incitation à investir et la préférence pour la liquidité sont des rapports de l'homme avec son avenir.

Une économie monétaire est " une économie où la variation des vues sur l'avenir peut influencer sur le volume actuel de l'emploi, et non sur sa seule orientation (Keynes, p. 15) ".

Les anticipations (opinions sur le futur) des agents économiques (entreprises, ménages, banques, Etat) produisent une réalité économique : l'état du marché. Les prétendus mécanismes du marché sont l'objectivation des opinions des hommes (propension à consommer, incitation à investir, préférence pour la liquidité). Par l'intermédiaire de la consommation, de l'investissement et de la demande de monnaie, les anticipations orientent la nature et le niveau de l'emploi. Il ne faut pas compter sur les marchés financiers pour donner une vision réaliste de l'avenir. C'est pourquoi l'Etat doit prendre cette responsabilité.

" L'Etat étant en mesure de calculer l'efficacité marginale des capitaux avec des vues lointaines et sur la base des intérêts sociaux de la communauté, nous nous attendons à le voir prendre une responsabilité sans cesse croissante dans l'organisation directe de l'investissement (p. 179) ".

Mais Keynes n'est pas Marx. L'Etat peut être utile pour sortir du cercle vicieux des anticipations cumulativement optimistes ou pessimistes. L'Etat n'intervient pas comme distributeur de revenu dans le circuit économique. Keynes voit l'Etat comme un catalyseur des anticipations individuelles. Car le facteur majeur de l'explication keynésienne est la confiance. L'obstacle à l'investissement et à l'emploi est l'ensemble des taux d'intérêt. La meilleure manière de faire baisser les taux d'intérêt est de rétablir la confiance dans l'avenir.

Pour cela il faut réduire l'usage spéculatif de la monnaie.

" Le seul remède radical aux crises de confiance qui affligent la vie économique moderne serait de restreindre le choix de l'individu à la seule alternative de consommer son revenu ou de s'en servir pour faire fabriquer l'article de capital qui, même avec une faible évidence, lui paraît être l'investissement le plus intéressant qui lui soit offert (Keynes, p. 176) ".

On peut voir en Keynes un précurseur du partenariat. Et cela est tout-à-fait cohérent avec sa condamnation de l'intérêt, son apologie de l'investissement, son insistance sur la confiance et sur les anticipations. Les seuls bons usages du revenu monétaire sont la consommation et l'investissement. La monnaie est la meilleure et la pire des choses. Elle permet l'action à grande échelle quand les anticipations sont optimistes. Elle provoque la crise brutale quand le doute s'installe. C'est à tort que chacun compte sur elle pour se protéger.

" Puisque les marchés financiers organisés sont soumis à l'influence d'acheteurs qui ignorent pour la plupart ce qu'ils achètent et de spéculateurs qui s'intéressent plus à la prévision du prochain changement de l'opinion boursière qu'à l'estimation rationnelle du rendement futur des capitaux, il est normal, lorsqu'une déception frappe un marché surévalué et trop optimiste, que les cours baissent d'un mouvement soudain et même catastrophique (Keynes, p. 329) ".

Keynes est un libéral. Il croit en la possible harmonisation des intérêts. Mais il ne croit pas en la main invisible guidant les marchés vers l'équilibre et les passions humaines vers la richesse collective. La convergence des intérêts ne réside pas dans le calcul prudent mais dans l'action confiante.

" Si l'enthousiasme faiblit, si l'optimisme naturel chancelle, et si par suite on est abandonné au seul ressort de la prévision mathématique, l'entreprise s'évanouit et meurt (Keynes, p. 177) ".

Les classiques pensent que le déterminisme quantitatif des prix peut assurer l'équilibration automatique des marchés.

Keynes réfute purement et simplement les présupposés de cette croyance.

" Les décisions humaines engageant l'avenir sur le plan personnel, politique ou économique ne peuvent être inspirées par une stricte prévision mathématique, puisque la base d'une telle prévision n'existe pas (Keynes, p. 178) ".

Entre l'ultra libéralisme et le socialisme, Keynes compte sur un programme de réformes pour réduire le taux d'intérêt.

" Le grand avantage du programme que nous préconisons, c'est que la disparition du rentier ou du capitaliste sans profession n'aura rien de soudain, qu'elle n'exigera aucune révolution, qu'elle résultera de la simple persistance pendant un certain temps de l'évolution graduelle que la Grande-Bretagne a connue récemment (Keynes, p. 390) ".

Il s'agit principalement d'une politique de baisse du taux d'intérêt et d'une politique fiscale.

Des impôts directs peuvent obliger " les financiers, les entrepreneurs et les autres hommes d'affaires à mettre au service de la communauté, à des conditions raisonnables, leur intelligence, leur caractère et leurs capacités professionnelles (Keynes, p.390) ".

Critique de la pensée keynésienne :

L'économiste qui mit à bas l'orthodoxie keynésienne presque à lui seul fut Milton Friedman. Ses constructions théoriques – l'hypothèse du revenu permanent en 1957, la stabilité de la fonction de demande de monnaie en 1956 et 1963, la théorie du " taux naturel de chômage " en 1968 – étaient des poignards dirigés contre le cœur de la présomption keynésienne. Ce qu'elles tendaient à montrer était le caractère essentiellement inutile et superflu de toute l'entreprise keynésienne. Les économies étaient plus stables cycliquement que Keynes ne l'avait supposé. Les multiplicateurs restaient faibles ou inexistantes. Les manipulations des prix par les gouvernements n'avaient pas d'effet réel permanent mais ne faisaient que gonfler le taux d'inflation. Ces déclarations sur " l'inefficacité des politiques économiques " devaient être encore radicalisées par l'école des anticipations rationnelles. L'affirmation de Friedman selon laquelle les interférences politiques avec l'offre de monnaie, et non l'instabilité de la demande de monnaie des entrepreneurs, étaient à l'origine du mauvais fonctionnement des économies, le conduisit directement à énoncer sa célèbre " loi de la monnaie ", selon laquelle l'offre de monnaie devrait être fixée pour augmenter à un taux constant, et plus généralement à une reformulation de la notion pré-keynésienne selon laquelle la plus importante tâche macroéconomique des gouvernements consiste de loin à maintenir la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie.

Sources documentaires :

- http://www.sciences-po.fr/formation/cycle1/annee2/cours_a2/dsk/seance8.htm
- http://www.ac-rouen.fr/pedagogie/equipes/ses_net/ses_inf/sesautka.htm#som
- <http://www.inrialpes.fr/numopt/people/foustry/Keynes/keynes.htm>
- <http://www.chez.com/economie2000/keynes.htm>
- L'ECONOMIQUE – Principes et politiques – Macro-économie, WJ Baumol, AS Blinder, WM Scarth, Editions Etudes Vivantes, Montréal, 1990
- JOHN MAYNARD KEYNES OU LE CAPITALISME SOUS ANTIDEPRESSEURS – France 2 – 14 octobre 2001